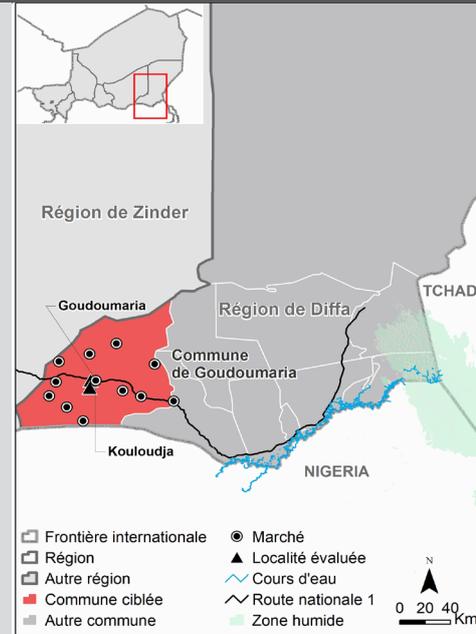


Dans le contexte de la crise de déplacement dans la région de Diffa, le Cash Working Group (CWG) a souhaité réaliser une évaluation de la faisabilité du transfert monétaire multisectoriel afin d'informer la stratégie de la communauté humanitaire et du CWG en particulier. Cette évaluation a couvert quatre aspects : la capacité des marchés ; la protection des bénéficiaires et l'acceptation du transfert monétaire ; les capacités et limites des prestataires de services financiers et les capacités et défis des organismes de mise en œuvre<sup>1</sup>. L'analyse de ces aspects a permis d'identifier les risques et opportunités du transfert monétaire dans la région de Diffa et de formuler des recommandations à l'échelle de la région et de chaque commune. La collecte de données a été réalisée entre le 08 avril et le 08 mai 2019 et a couvert 45 marchés répartis dans toutes les communes hormis Bosso pour des raisons sécuritaires et 21 localités dans lesquelles des groupes de discussion et des entretiens avec des informateurs clés (IC) ont été réalisés avec les populations déplacées et non déplacées. Cette fiche d'information concerne les résultats de la

**commune de Goudoumaria<sup>2</sup> où l'évaluation a couvert 12 marchés et 2 localités (Koulouja et Goudoumaria).**

Pour évaluer les capacités des marchés à Goudoumaria, des entretiens avec des informateurs clés (IC) ont été réalisés avec un gestionnaire de marchés<sup>3</sup> dans chacun des 12 marchés et des entretiens individuels avec 60 commerçants et 22 transporteurs.

Pour évaluer l'acceptation du transfert monétaire et la protection des bénéficiaires, dans l'une des localité évaluées (Goudoumaria), des entretiens ont été réalisés avec deux informateurs clé (un parmi la population déplacé et un parmi la population non déplacée.) et 4 groupes de discussion distincts (hommes déplacés ; hommes non déplacés; femmes déplacées; femmes non déplacées). A Koulouja où des populations déplacées n'ont pas été recensées, un entretien a été réalisé avec un IC de la population non déplacée (chef de village) et 2 groupes de discussion distincts hommes/femmes<sup>4</sup>.



## Capacité des marché

### Accessibilité des marchés

Types d'infrastructures disponibles pour l'accès aux marchés selon les IC gestionnaires de marchés - par nombre de marchés<sup>4</sup> :

Une piste non aménagée	██████████	(12/12)
Une piste	██████████	(11/12)
Une route bitumée	██	(5/12)
Une voie fluviale		(0/12)

Principales entraves pour l'accès aux marchés pour les populations et les commerçants selon les IC gestionnaires de marché - par nombre de marchés<sup>4</sup> :

1. Moyens de transport limités (12/12)
2. Conditions météorologiques difficiles (crues etc.) (11/12)
3. Mauvais état des infrastructures de transport (10/12)
4. Postes de contrôle (9/12)
5. Incidents de sécurité (2/12)

### Fonctionnement régulier/normal des marchés

Evolution du nombre de commerçants dans les marchés pendant les 6 mois précédant l'évaluation selon les IC gestionnaires de marchés - par nombre de marchés :

↘	<b>Diminué</b>	→	<b>Stable</b>	↗	<b>Augmenté</b>
	(8/12)		(0/12)		(4/12)

Principales raisons de la diminution du nombre de commerçants selon les IC gestionnaires de marchés - par nombre de marchés<sup>5</sup> :

1. Moyens de transport limités/coût élevé (6/8)
2. Problèmes d'approvisionnement des produits (4/8)
2. Période de soudure (4/8)

Périodes de l'année pendant lesquelles les véhicules de transport de marchandises accèdent aux marchés selon les transporteurs - par nombre de transporteurs :

Camions de 30 tonnes	██████████	1/22	██████████	20/22
Camions de 20 tonnes	██████████	7/22	██████████	15/22
Camions de 10 tonnes	██████████	21/22	██████████	1/22
Pick-up	██████████	21/22	██████████	1/22
Deux roues	██████████	18/22	██████████	4/22

Toute l'année  
 Jamais

Selon les participants aux groupes de discussion, les marchés de la commune sont physiquement accessibles à la majorité de la population malgré le mauvais état des infrastructures (pistes non aménagées). Toujours selon ces derniers, ils ne sont pas confrontés à des problèmes de sécurité particuliers sur les chemins d'accès aux marchés.

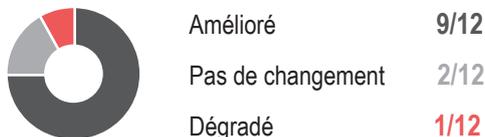
Selon la quasi-totalité des IC gestionnaires de marchés, les marchés fonctionnent de manière régulière toute l'année malgré les périodes de hausse/baisse des prix et la disponibilité des produits céréaliers en fonction de la saisonnalité.

Selon les participants aux groupes de discussion, les marchés fonctionnent de manière régulière en termes d'ouverture avec un respect des jours d'ouverture hebdomadaire. Cependant, il existe des périodes pendant lesquelles les marchés sont moins fonctionnels selon la perception des populations :

- La saison sèche caractérisée par la transhumance, l'indisponibilité de certains produits saisonniers et la hausse des prix.
- La saison pluvieuse pendant laquelle le marché peut être difficilement accessible aux populations et à certains véhicules de transport.

### Stockage des produits

Evolution de l'état des infrastructures de stockage cette année par rapport à l'année passée selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :



Principaux lieux de stockage habituels des produits chez les commerçants qui ont recours au stockage de produits<sup>5</sup> :

1. Dans mon magasin au marché
2. A mon domicile

### Monnaie et taux de change

Principales monnaies utilisées par les commerçants interrogés, par nombre de commerçants<sup>5</sup> :

1. Naira (60/60)
2. FCFA Ouest (55/60)

Existence de difficultés liées au taux de change selon les IC gestionnaires de marchés par nombre de marchés :

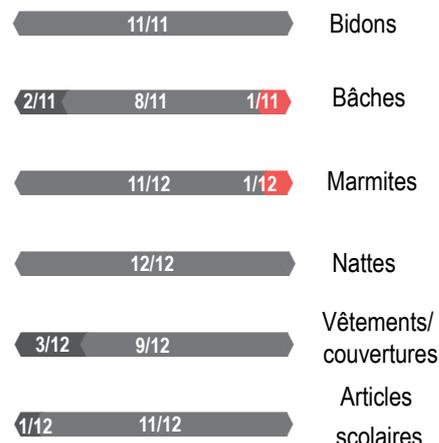
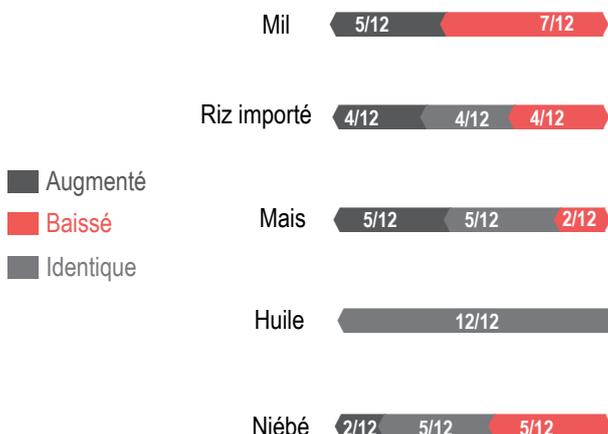


### Offre de produits alimentaires et non alimentaires

	Mil	Mais	Huile	Riz importé	Niébé	Bidons	Bâches	Marmites	Nattes	Couverture habits	Articles scolaires
Vente de ces produits dans les marchés par nombre de marchés dans les 6 mois avant l'évaluation <sup>6</sup> :	12/12	12/12	12/12	12/12	12/12	11/12	11/11	11/12	12/12	12/12	12/12
Provenance des produits <sup>6</sup>	Nigeria	Nigeria	Région de Diffa	Région de Diffa	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria
			Région de Zinder	Région de Zinder	Région de Diffa	Région de Diffa		Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa
									Région de Zinder	Région de Zinder	

Evolution du niveau de l'offre de produits alimentaires cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :

Evolution du niveau de l'offre de produits non alimentaires cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :

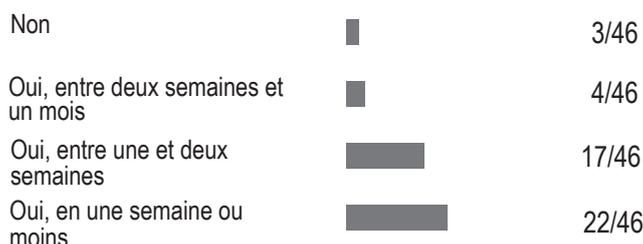


### Commercialisation de produits alimentaires et non alimentaires

Evolution des ventes de produits alimentaires la semaine précédant l'enquête comparée à la même période l'année dernière selon 46 commerçants qui vendent des produits alimentaires - par nombre de commerçants :



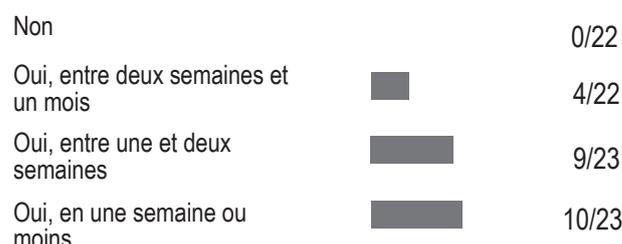
Capacité des commerçants à répondre au cas où la demande de produits alimentaires double et en combien de temps :



Evolution des ventes de produits non alimentaires la semaine précédant l'enquête comparée à la même période l'année dernière selon 23 commerçants qui vendent des produits non alimentaires - par nombre de commerçants :



Capacité des commerçants à répondre au cas où la demande de produits non alimentaires double et en combien de temps :



### Evolution des coûts liés à la vente des produits

Evolution du coût du transport au cours de l'année précédant l'évaluation selon les transporteurs interrogés, par nombre de transporteurs :



Evolution du montant des taxes, impôts et prélèvements cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marché :



### Principales difficultés auxquelles les commerçants et transporteurs sont confrontés

Principales difficultés auxquelles les commerçants sont confrontés pour l'exercice de leur activité, par nombre de commerçants<sup>5</sup> :

1. Manque de capital propre (39/60)
2. Faible pouvoir d'achat des clients (30/60)
3. Non remboursement des dettes par les clients (29/60)
4. Manque de crédit / crédit trop cher (15/60)
5. Mauvais état des routes, coût du transport élevé (14/60)

Fréquence à laquelle les transporteurs interrogés sont confrontés à des incidents de sécurité, par nombre de transporteurs<sup>5</sup> :



Principales difficultés auxquelles les transporteurs sont confrontés pour l'exercice de leur activité, par nombre de transporteurs<sup>5</sup> :

1. Mauvais état des routes (20/22)
2. Postes de contrôle (14/22)
3. Disponibilité/prix du carburant élevé (12/22)

Principales stratégies mises en place par les transporteurs en cas d'insécurité<sup>5</sup> :

1. Changement des horaires de transport
2. Changement d'itinéraire

### Acceptation du transfert monétaire et protection des bénéficiaires

#### Acceptation du transfert monétaire

Préférence entre aide en nature et transfert monétaire selon les IC déplacés et non déplacés :

Dans les 2 localités évaluées, la totalité des IC ont rapporté que les ménages préfèrent recevoir une assistance en nature plutôt qu'une assistance monétaire.

Principales raisons pour lesquelles les populations préféreraient recevoir une assistance en nature selon les IC<sup>5</sup> :

1. Parce que les populations n'ont pas besoin d'aller au marché pour acheter des articles (charge de travail et coût pour aller au marché)
2. Parce que les populations peuvent consacrer le temps mis à aller au marché à d'autres activités

Principales dépenses prioritaires effectuées avec l'argent reçu selon les IC et les groupes de discussion :

1.  Nourriture
2.  Moyens de subsistance (avoirs productifs, activités génératrices de revenus etc.)
3.  Santé / vêtements

En cas d'aide monétaire, personne décisionnaire sur l'utilisation de l'argent reçu au sein du ménage selon les IC :

Les IC interrogés dans les localités de Goudoumaria et Koulouja (population déplacée/population non déplacée) ont rapporté que les conjoints décident ensemble de l'utilisation de l'argent en cas d'assistance monétaire.

#### Protection des bénéficiaires

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein de la communauté selon les IC<sup>5</sup> :

- Soupçons de fraude
- Discrimination envers certaines catégories de la population
- Disputes intercommunautaires

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein des familles selon les IC<sup>5</sup> :

- Tensions entre coépouses
- Remise de l'argent au mari par l'épouse (tensions si la remise est contre la volonté de l'épouse)

Préférence entre aide en nature et transfert monétaire selon les groupes de discussion :

Dans la majorité des groupes de discussion (hommes déplacés et non déplacés et femmes déplacées), l'aide en nature est préférée par les participants pour les raisons suivantes :

- Selon la perception des participants, l'aide en nature est plus efficace pour satisfaire le besoin prioritaire de nourriture en situation d'urgence
- Le déplacement au marché représente une charge de travail et des coûts supplémentaires liés au transport etc.

Lors des discussions avec les femmes non déplacées, le transfert monétaire a été préféré par une majorité de participantes pour les raisons suivantes :

- Le transfert monétaire permet de faire des activités génératrices de revenus (AGR)
- Le transfert monétaire permet de dépenser l'argent selon les priorités du ménage et à temps voulu

En plus du type d'assistance préféré, il a été également demandé aux participants de citer la modalité de distribution préférée (entre espèces/coupons) en cas d'assistance monétaire.

Dans la totalité des groupes de discussion, la distribution en espèces a été préférée pour ces deux principales raisons :

- La distribution en espèces permet de dépenser l'argent selon les priorités et en temps voulu
- La distribution en espèces permet de réaliser des activités génératrices de revenus (petit commerce, achat de ruminants etc.)

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein de la communauté et des familles selon les groupes de discussion :

- Selon les discussions avec les populations non déplacées (hommes et femmes) et les femmes déplacées, les conjoints décident ensemble de l'utilisation de l'argent et les choix des femmes sont prises en compte.
- Selon les discussions avec les hommes déplacés, le mari a le dernier mot sur l'utilisation de l'argent.

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein de la communauté et des familles selon les groupes de discussion :

Selon les participants aux groupes de discussion, le problème le plus important que le transfert monétaire pourrait créer au sein de la communauté est le ciblage qui peut générer des frustrations, des tensions et des disputes intercommunautaires.

Les comités de sages et les autorités locales jouent un rôle important pour la gestion des plaintes et l'apaisement des tensions en cas de problèmes intercommunautaires liés au transfert monétaire.

Les problèmes les plus importants que le transfert monétaire pourrait créer au sein des ménages sont les tensions dans les foyers polygames si l'une des épouses est récipiendaire ou s'il n'y a pas une concertation de tous les conjoints (le mari et les épouses) sur l'utilisation de l'argent.

### Risques sécuritaires pouvant être créés par le transfert monétaire :

- Les IC n'ont pas rapporté de risques sécuritaires sur le trajet aller/retour pour récupérer l'aide et sur les chemins d'accès aux marchés
- Dans la majorité des groupes de discussion, les participants ont déclaré que les bénéficiaires du transfert monétaire ne sont pas exposés à des risques de sécurité, y compris les femmes et les filles
- Un seul type de risque a été identifié lors des discussions avec les femmes non déplacées : le risque de vol de l'argent au niveau des marchés

## Risques/opportunités du transfert monétaire à Goudoumaria et recommandations

Opportunités	Contraintes	Risques	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Majorité des marchés physiquement accessibles aux populations</li> <li>• Ouverture régulière des marchés</li> <li>• Pas de risques sécuritaires rapportés pour l'accès aux marchés</li> <li>• Amélioration des infrastructures de stockage dans la plupart des marchés par rapport à l'année qui précède l'évaluation</li> <li>• Disponibilité des produits alimentaires de base et de produits non alimentaires dans la majorité des marchés</li> <li>• Niveau de l'offre de produits alimentaires et non alimentaires stable ou en augmentation dans la majorité des marchés cette année comparée à l'année dernière</li> <li>• Majorité des commerçants interrogés en capacité de répondre en deux semaines maximum au cas où la demande double</li> <li>• Diversité des dépenses effectuées avec l'aide monétaire par les populations dont les AGR en particulier qui sont en phase avec l'objectif d'autonomisation des populations</li> <li>• Couverture réseau des localités de Goudoumaria situées tout au long de la route nationale 1</li> <li>• Les IMF présentes dans la commune de Diffa peuvent mobiliser des équipes mobiles pour faire des distributions dans des localités de Goudoumaria</li> <li>• Pas de risques sécuritaires rapportés sur le trajet/aller retour pour récupérer l'aide</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès restreint des gros véhicules de transport de marchandises aux marchés (camions de 30 tonnes et de 20 tonnes)</li> <li>• Mauvais état des infrastructures pour l'accès aux marchés</li> <li>• Augmentation du coût du transport sur l'axe entre les marchés de Goudoumaria et les marchés d'approvisionnement selon une majorité de transporteurs</li> <li>• Populations interrogées plus favorables à l'aide en nature qu'au transfert monétaire</li> <li>• Pas de bureaux d'IMF présents dans la commune de Goudoumaria</li> <li>• Perturbations des réseaux de communication qui ralentissent les activités de transfert d'argent</li> <li>• Les personnes qui détiennent un téléphone portable font face à des difficultés telles que la recharge en raison des coupures d'électricité ou la non électrification de certaines localités</li> <li>• Certaines localités pourraient être inaccessibles aux organisations de mise en oeuvre et aux équipes mobiles des prestataires financiers à cause des incidents sécuritaires</li> <li>• Problème de disponibilité des espèces au niveau des banques commerciales qui gèrent les fonds des IMF et des opérateurs téléphoniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte et/ou arnaque sur les frais de commissions et/ou sur le taux de change</li> <li>• Vol des espèces au niveau des marchés</li> <li>• Tensions au sein des familles : tensions entre coépouses dans les familles polygames, détournement de l'argent reçu par le mari</li> <li>• Tensions au sein de la communauté : disputes intercommunautaires, contestation du ciblage et soupçons de fraude</li> <li>• Déplacement fréquent des populations : risque de recensement secondaire qui permet à certains déplacés de bénéficier de plusieurs aides en même temps au détriment d'autres personnes</li> <li>• Risque que les prestataires financiers ne disposent pas des ressources humaines, logistiques et financières pour répondre à une très forte demande de transfert monétaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi régulier de l'évolution du taux de change CFA/Naira et sensibilisation des bénéficiaires pour éviter le risque d'arnaque sur le taux de change</li> <li>• Plus de sensibilisation auprès des leaders communautaires et des populations sur les bénéfices du transfert monétaire, le ciblage, et les moyens d'éviter les risques de tensions familiales et intercommunautaires</li> <li>• Implication des commerçants dans les activités de sensibilisation</li> <li>• Ciblage rigoureux (allonger la durée du ciblage) afin que l'aide profite aux plus vulnérables</li> <li>• Meilleure coordination entre les acteurs qui mettent en oeuvre le transfert monétaire : partage des planning de distribution pour une meilleure coordination des activités/partage d'expériences et de bonnes pratiques via le CWG multisectoriel</li> <li>• Association du cluster protection via le CWG pour une meilleure implication des acteurs de protection dans la sensibilisation communautaire avant l'assistance monétaire</li> <li>• Elaborer un panier de dépenses minimum pour le transfert monétaire et définir des critères d'ajustement du montant en vigueur pour les activités de sécurité alimentaire (32 500 F CFA)</li> <li>• Etude plus approfondie sur les localités ciblées à Goudoumaria avant chaque programme de transfert monétaire pour déterminer la modalité de distribution la plus appropriée (espèces/coupons) et le type de prestataire financier à solliciter</li> </ul>

1 Les organismes de mise en oeuvre sont les agences de l'Etat (Filets sociaux et Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises), les Agences des Nations Unies et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui mettent en oeuvre des programmes de transfert monétaire dans la région de Diffa

2 Cette fiche d'information présente les résultats de la commune de Goudoumaria relatifs à la capacité des marchés et à l'acceptation du transfert monétaire et la protection des bénéficiaires. Les résultats sur les capacités et défis des prestataires financiers et des organisations de mise en oeuvre sont disponibles dans la fiche d'information des résultats de l'évaluation pour la région de Diffa

3 Points focaux de divers profils bien renseignés sur le fonctionnement des marchés (personnel de la mairie, responsable d'association de commerçants etc.)

4 Comme les informations sont fournies par des IC et des groupes de discussion, les résultats sont indicatifs de la situation des marchés et des villages évalués et non représentatifs.

5 Question à choix multiple

6 Selon les IC gestionnaires de marchés